

- 6 -

EVOLUTION RECENTE DES DOCTRINES SUR LES OPERATIONS DE DEVELOPPEMENT

La première séance du séminaire avait été une sorte de rappel des grandes théories relatives au développement et à la croissance, qu'elles soient d'obédience libérale ou d'inspiration marxiste. Il s'agissait en l'occurrence de faire le point des dogmes et anti-dogmes de la première décennie du développement.

Nous nous proposons de présenter une sorte de contre-point, où les théories après avoir été confrontées à leurs terrains d'application, sous forme d'opérations ou de programmes de développement, ont subi l'épreuve des faits et des pratiques, et semblent désormais singulièrement déformées ou contredites.

En de nombreux points du dispositif de développement, chez les bailleurs de fonds, au sein des instances internationales ou des milieux d'experts, on en est à l'heure du bilan et de la réflexion. Ce séminaire, parmi beaucoup d'autres, en est le signe.

Ce qui se dit çà et là, c'est que les pratiques interpellent les théories. Elles les interpellent à tel point, qu'elles inversent progressivement leur rapport avec la théorie. Mieux elles les commandent en les métamorphosant en illusions ou en mythes, voire en utopies: toutes les formes donc de l'irréalisme.

Pour étayer cette inversion, on se propose de commenter deux textes.

Le premier, sur lequel principalement nous nous appuyons¹, est un sous produit. Il est le résultat d'une synthèse d'articles et d'ouvrages émanant de la sphère des décideurs, des bailleurs de fonds, et de leurs conseillers. Le second est plus direct² puisqu'il se présente comme un bilan critique d'une vingtaine d'opérations de développement rural africain.

(1) Réflexions nouvelles sur le Développement Rural, Min.de la Coopération, SEQUI, Etudes et Documents n° 25, dec. 1976, 55 p.

(2) Uma LELE : The design of Rural Development : Lessons from Africa World Bank, The Johns Hopkins University Press, Baltimore and London 1975, 246 pages.

Le bilan qui se répand de proche en proche, tranche violemment avec les promesses de la première décennie du développement (années 60).

Il repose sur trois constats fondamentaux:

- Paupérisation absolue d'une fraction de plus en plus grande des pays et des populations du Tiers-Monde.
- Accroissement des inégalités: entre les nations et entre les classes des nations les plus pauvres.
- Echec d'ensemble des opérations de développement.

Cette dure réalité des faits bat en brèche la logique de la croissance économique telle qu'elle était conçue dans les années 60-70.

Résumons-la brièvement. Elle repose essentiellement sur le dogme de la division internationale du travail, et sur une conception dualiste de la théorie socio-économique.

En s'appuyant sur les investissements privés, et sur l'aide publique internationale, il convient avant tout d'encourager les exportations des pays du Tiers-Monde afin de résorber le déficit de leurs balances de paiement. Comme il s'agissait principalement d'exportations de produits tropicaux émanant du secteur rural, on croyait donc aux vertus des transferts technologiques très sophistiqués, aux variétés à haut rendement, à la mécanisation, à la motorisation. Sur le plan social, on croyait également aux vertus de la destructuration des milieux traditionnels, afin qu'émergent des individus dynamiques, des entrepreneurs, des paysans pilotes; l'inégalité à son terme engendrant une répartition plus juste des richesses ("thèse libérale"). Sur le plan interne, on pensait que les structures socio-économiques à vocation exportatrice permettraient la création d'un surplus dont l'utilisation pourrait financer un décollage industriel.

En bref, la "sagesse conventionnelle" de l'époque s'accordait pour rationaliser les milieux paysans à coups d'inputs extérieurs, financiers et technologiques, afin que ceux-ci soient créateurs de surplus, de transferts permettant une éventuelle dynamique industrielle. La thèse "Aminienne" du développement "auto-centré" ne s'écarte pas fondamentalement de cette problématique.

A l'épreuve des faits et des pratiques, cette logique de la croissance économique paraît être battue en brèche.

Au plan économique, la course aux exportations semble être une course perdue d'avance: augmentation de l'inégalité des termes de l'échange, et augmentation de la dette extérieure du Tiers-Monde.

Au plan social, les distorsions n'ont fait que s'aggraver; la thèse libérale est entièrement démentie par les faits: l'inégalité engendre l'inégalité.

Peu à peu donc, cette logique de la croissance devient mythe et donne lieu à un révisionnisme généralisé. L'ordre des priorités s'inverse; ce n'est plus le déficit de la balance des paiements qu'il faut prendre en compte, ou l'éventuelle industrialisation à coup de ponctions des popu-

lations rurales, mais bien au contraire le déficit alimentaire. En conséquence, c'est moins les cultures d'exportation qu'il s'agit de développer, que les cultures vivrières. Et pas nécessairement pour que les populations concernées les commercialisent, mais tout simplement pour qu'elles s'en nourrissent. La théorie du surplus est donc remise en question.

Ainsi, par cette inversion des priorités, un champ laissé en friche par la première décennie du développement, fait l'objet de mille attentions; il s'agit des sociétés paysannes. Puisqu'à cause du déficit alimentaire, tout se joue à leur niveau, les sociétés paysannes doivent être prises en compte sous un angle à la fois systématique et spécifique.

L'amélioration des conditions de production que l'on retrouve notamment chez Uma Lélé sous le terme imprécis de productivité, est fonction de la prise en compte des acquis, c'est-à-dire des savoir-faire accumulés par une multitude de générations. Par ailleurs, l'innovation quelle qu'elle soit ne peut avoir d'effet positif que si elle s'accompagne de la prise en compte des besoins globaux: besoins sanitaires, éducationnels, etc..

Bref, il s'agit d'intégrer la nouveauté à un ensemble de données socio-culturelles. D'où l'importance aujourd'hui des Sciences Humaines, de l'anthropologie économique, de l'écologie, etc..., car elles permettent de construire des modèles où l'ensemble des variables sont prises en charge.

Mais en outre, il s'agit à chaque fois de spécificité (même si elle force la comparaison), car ce qui est vrai pour telle société ne l'est pas forcément pour telle autre.

Avant d'indiquer sur quoi débouche en ses points limites, une telle inversion des priorités, il convient d'indiquer que le retour en force des sociétés paysannes conduit à leur réhabilitation sous la forme de la "rationalité". Les sociétés paysannes sont rationnelles, dans la simple mesure où elles manifestent des structures et des pratiques tout à fait cohérentes; l'innovation n'a d'efficacité que si elle se laisse intégrer par cet ensemble rationnel, et non si elle s'impose comme élément destructurant. On est donc aux antipodes de la thèse libérale.

Cette évolution des choses, qui conduit la pratique à commander l'approche théorique, paraît déboucher sur deux attitudes contraires, mais sur un certain plan complémentaires.

Le réalisme pragmatique. Cette première attitude concerne le monde des développeurs, mais par elle tout y est relativisé. Les modèles doivent à chaque fois se moduler, se métamorphoser au contact du réel; mieux, il doivent être produits en fonction des systèmes locaux, c'est-à-dire des systèmes de production, de leurs potentialités et de leurs contraintes. Ce qui est possible dans un cas ne l'est pas dans tel autre.

Tout est donc réduit à des problèmes techniques, conjuguant à la fois l'approche systémique et l'approche singulière.

Les tendances utopistes. Nous avons vu précédemment que la priorité était désormais le déficit alimentaire et la prise en compte des populations les plus pauvres; ceci conduisant à une réhabilitation des populations paysannes. Ce changement de perspective s'est accompli à coup de manifestations en radicalité absolue, tels les cris d'alarme poussés par certains experts: ainsi R.DUMONT: "l'Utopie ou la Mort". L'annonce de l'apocalypse conduit à tout inverser, au point d'exclure le développement comme projet d'action. Arrêtons tout. La réhabilitation des sociétés paysannes se traduit en termes d'éloges. Retrouver l'auto-subsistance, le troc, les structures traditionnelles, l'esprit collectif: tels sont les mots d'ordre de l'anti-développement.

L'expérience chinoise dans ce concert eut un rôle décisif; non pas en tant qu'expérience concrète, mais en tant que discours composé d'expressions-clefs communes populaires, micro-sociétés, compter sur ses propres forces, etc...

Une certaine anthropologie également: celle de Sahlins indiquant que l'archaïsme n'équivaut pas à la rareté, ou celle de Clastres postulant que les sociétés primitives sont structurellement anti-étatistes.

Quel est le lien entre ces deux attitudes ?

- Dans les deux cas, il s'agit du passage du global au local, du macro au micro.
- Mais de façon plus essentielle, l'attitude utopique joue comme un point limite au développement. Elle n'est pas exclue comme discours radical et critique; elle est au contraire incluse comme utopie en acte, comme donnée supplémentaire que les développeurs n'avaient pu ou n'avaient su encore voir.
- Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner les conseils que donnent certains experts aux décideurs ou développeurs, tel par exemple Guy BELLONCLE qui parvient à conjuguer l'effort productif avec l'exigence de sauvegarder les valeurs, voire les structures traditionnelles.